

NOTE
SUR LE CENTENAIRE DE LA GUERRE DE 1914-1918

La France a été en 1914-1918 au cœur d'une tragédie mondiale qui fut pour elle, une épreuve nationale sans précédent. La guerre n'a pas été seulement militaire : ce fut une guerre des sociétés. D'une part, l'armée n'était pas extérieure à la société : c'était la nation en armes. D'autre part, les sociétés tout entières ont été mobilisées, et la guerre s'est jouée en grande partie sur le « home front ». Ces deux caractères : une guerre mondiale, une guerre des sociétés, doivent commander le centenaire.

Dans un rapport au Président de la République en septembre 2011, Joseph Zimet, alors adjoint au directeur de la mémoire du patrimoine et des archives du ministère de la Défense, proposait d'une part de concentrer l'effort de l'Etat pour le centenaire sur l'année 2014 et d'autre part d'organiser six rendez-vous commémoratifs entre le 28 juin et le 11 novembre 2014. Ces propositions ont été examinées par le Conseil scientifique de la Mission du Centenaire le 20 septembre 2012, puis par un groupe de travail restreint pris en son sein¹. Leurs conclusions font l'objet de la présente note.

REMARQUES GÉNÉRALES

Deux questions liminaires

La Grande Guerre et le débarquement de 1944 sont trop différents pour être unis dans le même geste commémoratif. Cette différence tient d'abord à l'implication de la société dans la guerre de 1914-18 et à l'ampleur des pertes. Dans les troupes qui débarquent le 6 juin 1944 ne figure qu'un commando tricolore et la Libération est pour partie une guerre franco-française. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si la demande sociale de commémoration des deux anniversaires est sans commune mesure. En outre les enjeux ne doivent pas être confondus : si 1914 marque le début d'une tragédie commune à toute

¹ Il était composé d'Annette Becker, Valérie Tesnière, Jean-François Chanet, André Loez, Antoine Prost et Laurent Wirth.

l'Europe et au-delà, et 1944 commémore une victoire encore à venir sur le nazisme et ses horreurs.

Est-il pertinent de commémorer principalement en 1914 une guerre qui a duré 52 mois ? Le Conseil scientifique a répondu positivement. Etaler la commémoration risque de lasser. De plus, ce n'est pas nécessaire, car les collectivités territoriales prendront de nombreuses initiatives pour commémorer les batailles de 1915 à 1918, et il suffira pour l'Etat de les accompagner. En revanche, il devra prendre des initiatives non seulement en 2014, mais aussi en 2018-19, pour la délicate commémoration de l'armistice et de la paix, en évitant de donner à croire que la Seconde Guerre mondiale était fatalement inscrite dans le traité de Versailles, comme si la crise de 1929 et le nazisme n'avaient pas existé. Il devra tenir compte en outre au fait que certaines questions vont être portées sur le devant de la scène au niveau national entre 2014 et 2018 et demanderont son intervention : le génocide des Arméniens en 2015 et les mutineries en 2017.

Une guerre des sociétés

Il est très important que cette dimension soit présente dès 2014. La mobilisation, c'est aussi très concrètement les femmes, les enfants, les parents des mobilisés qui finissent les moissons et font les vendanges. Tous les Français vont être mobilisés, aux champs, dans les usines, les transports, les hôpitaux, les écoles. L'image des munitionnettes est dans tous les manuels scolaires.

Cette dimension oblige à prêter attention à plusieurs questions :

- les différences d'échelle : il y a une mobilisation locale, mais aussi régionale, dont les commémorations mettront en valeur les particularités (bretonne, provençale notamment), avec des dérives possibles.
- Il y a aussi une mobilisation impériale, avec la participation de troupes coloniales qui doit être appréciée à sa juste mesure : emploi pour des coups durs, et longs retraits du front, qui entraînent des pertes moins lourdes que celles des unités métropolitaines (15% de tués contre 17%).
- Enfin la question des refus de la guerre sera posée, à travers le cas des fusillés. Poser cette question en termes de droit conduit à une impasse : rejurer des fusillés en fonction de règles juridiques nouvelles n'a pas de sens ; au demeurant, la documentation ne le permet pas. Une réhabilitation globale serait absurde, car elle porterait aussi sur des espions et des droits communs. La solution réside sans doute dans la réalisation d'un lieu de mémoire, confié à des artistes contemporains, invitant à réfléchir au sens de l'engagement, de l'endurance et des refus, alors et aujourd'hui.

Une guerre mondiale

La France va être sous le regard du monde, au cours de ces commémorations. Elle doit donc être particulièrement vigilante à l'image qu'elle va donner d'elle. Plusieurs risques doivent être évités :

- Si le front occidental est le plus important, d'autres existent : le front oriental, l'italien, mais aussi les Dardanelles, la Macédoine etc... où la France était engagée directement. Ils ne doivent pas être oubliés. Sur le front occidental même, les Français ne sont pas seuls à avoir combattu, loin de là : des dizaines de nations (ou futures nations) ont connu les champs de bataille, dans un camp comme dans l'autre. On doit absolument éviter de réduire la Guerre à un affrontement franco-allemand.

- La Grande Guerre remet en question l'absolue souveraineté des Etats. Elle débouche sur l'idée de leur nécessaire limitation par une organisation internationale dont les arbitrages garantiraient la paix. La SDN, et plus tard l'ONU, le monde actuel sortent de là, comme, en grande partie, la construction européenne. Or le monde de 1914 était entièrement différent. L'Etat était totalement légitime, c'est pourquoi très rares sont ceux qui ont discuté la mobilisation. 1914 marque l'échec de l'Internationale socialiste, comme du mouvement de la paix par le droit qui avait inspiré les premières conventions de La Haye sur le droit de la guerre. Un grand effort de pédagogie est nécessaire pour faire comprendre combien ce monde est éloigné du nôtre.

- La commémoration de 1914 sera mondiale ; elle concernera même la Chine et le Japon. Or chaque Etat commémorera sa guerre à sa façon, et demandera à la France de s'associer à sa commémoration. Il faudra veiller aux instrumentalisations nationalistes possibles (pays baltes, Flandre etc.).

REMARQUES PARTICULIÈRES

La bataille de la Marne

Cette commémoration, début septembre 2014, sera très importante parce qu'elle coïncidera avec la rentrée scolaire. Elle marque le début de la guerre longue : si la bataille avait été perdue, la guerre aurait été courte. De toute la guerre, c'est le moment où les morts ont été les plus nombreux. C'est aussi (et non les mutineries) le moment où l'on a le plus fusillé pour l'exemple. Il conviendrait de trouver un lieu symbolique pour faire comprendre ces enjeux, peut-être un monument aux morts où figurerait le nom d'un fusillé.

Risque à éviter : folkloriser la bataille autour de l'image des taxis de la Marne.

L'assassinat de Jaurès

Sa commémoration, le 31 juillet 2014, peut être l'occasion de faire passer trois messages :

- la surprise de la guerre qui «, tant de fois prévue, [...] parut tomber sur le monde comme une avalanche. » (J. Isaac) : personne ne prévoyait l'ampleur de la tragédie, Jaurès un des rares clairvoyants ;
- la différence entre patriotisme et nationaliste, en dissociant le nationalisme de l'assassin et sa violence, du patriotisme de Jaurès qui se serait probablement rallié, comme Jouhaux, à l'Union sacrée.
- le tragique de ceux qui voulaient la paix par le droit et qui sont emportés par la violence de la guerre et, inversement, la guerre qui fait sortir du droit avec l'état de siège, la censure, l'internement préventif des ressortissants étrangers etc...

Risque à éviter : laisser croire que si Jaurès n'avait pas été assassiné la guerre n'aurait pas eu lieu.

La mobilisation

Le 2 août 2014 tombe un samedi, le pire jour pour une commémoration. Or une commémoration à la fois nationale et décentralisée est nécessaire. Que proposer, en dehors des initiatives que prendront tous les maires ?

Une première idée consiste à faire sonner le tocsin à heure dite partout en France, comme il a annoncé la mobilisation.

Une seconde idée met en parallèle les mobilités de masse : le fait qu'en 2014 comme en 1914 tout le monde soit sur les routes. On ne peut la retenir : partir au front ne peut être associé à partir à la mer. La SNCF organisera probablement des manifestations dans les gares. Il faudra qu'elle évite les équivoques.

Une troisième idée peut séduire : les affiches de la mobilisation sont célèbres. Pour faire comprendre la mobilisation, on peut mettre en place le 1^{er} août une grande campagne d'affichage (format A2) dans tous les magasins, les bibliothèques, les gares etc... doublée par une diffusion massive de flyers identiques (format A5) et de flashes télévisés. Au lieu de reproduire les affiches de 1914 (sauf au verso des flyers), une centaine d'images différentes représenteraient chacune un visage, par exemple un jeune homme, avec en légende : « Moi aussi, je suis mobilisé ; Paul X., tué à Verdun le 21 février 1916 », ou une femme « Moi aussi, je vais aller fabriquer des obus », ou « je vais faire marcher la ferme » etc. Toute la société serait représentée : il y aurait des enfants, des femmes, des vieillards, des coloniaux, quelques personnages très reconnaissables (« Charles de Gaulle, blessé le 15 août 1914, prisonnier le 2 mars

1916 », Marie Curie, Apollinaire, avec son vrai nom). Cette centaine de visages sur des affiches donnerait un sens concret à ce que mobilisation veut dire. On pourrait aussi lancer une grande campagne de collecte d'objets, de lettres, de documents divers que des milliers de Français conservent encore, quelquefois sans le savoir. « Vous aussi, mobilisez-vous pour l'histoire »...

Sarajevo, le 28 juin 2014

Ici, l'initiative n'appartient pas à la France. Elle doit s'associer à ce qui sera fait, notamment aux manifestations culturelles. Si une manifestation plus intellectuelle était envisagée, comme un grand colloque international, il devrait être placé sous l'égide du Conseil de l'Europe. Deux sujets qui pourraient être envisagés parce qu'ils font sens semblent devoir être écartés en raison de risques de dérive trop importants : les origines de la guerre ; les conflits et menaces de conflits dans l'Europe aujourd'hui. Un sujet plus neutre, tel que l'enseignement de la Grande Guerre aujourd'hui dans les différents pays européens semble préférable.

Risque à éviter : la régression historiographique qui consiste à dire que personne n'est responsable du déclenchement de la guerre.

Le 14 juillet 2014

On ne peut éviter que le défilé du 14 juillet 2014 soit un événement : les Australiens le préparent déjà. Il sera sans précédent par son caractère international. Un gros effort pédagogique sera nécessaire pour expliquer que défilent des pays qui n'existaient pas en 1914 mais sont sortis de la guerre, et montrer où ils se situent.

D'autre part le défilé ne peut prendre en compte le tragique de la guerre, comme celui de 1919 le fit avec les mutilés dans leurs voitures au premier rang. Il est nécessaire d'équilibrer cette matinée par une soirée qui évoque la société et la blessure de la guerre. L'idée de demander à une troupe internationalement reconnue pour sa capacité à susciter l'émotion populaire, de concevoir un défilé sur ce thème répondait à cette nécessité. Elle peut être réexaminée à moindre coût. A défaut, on doit chercher une manifestation significative. Ce pourrait être la projection sur grand écran dans diverses places de la capitale et des grandes villes de films de guerre de plusieurs pays : *Je l'accuse* de Gance, *Les Croix de Bois*, mais aussi *A l'Ouest rien de nouveau*, ou *Les sentiers de la Gloire* etc...

Le 11 novembre 2014

L'idée de commémorer ceux de 14 en transférant au Panthéon les cendres de l'un d'eux, Genevoix, ne fait pas l'unanimité dans le groupe de travail qui admet cependant très majoritairement qu'elle puisse être retenue, mais à une condition : qu'il soit bien clair qu'à travers lui on rend hommage à un collectif. La manifestation pourrait associer d'autres « panthéonisés » liés à la Grande Guerre (Marie Curie, Cassin, Jaurès et d'autres peut-être), et les écrivains combattants dont les noms figurent sur une plaque au Panthéon. On pourrait encore commander à un artiste un monument qui serait présenté, provisoirement ou durablement, devant le Panthéon.

Mais aucune panthéonisation ne peut émouvoir en profondeur les Français. Pour ce 11 novembre exceptionnel, on pourrait envisager une manifestation qui ne coûte rien et qui dit tout : une minute de silence collective. A onze heures précises, comme les Britanniques le font chaque année, tout le monde observerait deux minutes de silence. On peut même aller plus loin : pendant deux minutes, toute vie s'arrêterait : non seulement tout le monde se tait, mais les voitures s'arrêtent dans les rues, les trains et les métros, les machines ; la télévision est écran noir. Pendant deux minutes, on pense seulement aux morts.

Risque à éviter : en rajouter. Il faut en ce jour du recueillement, de la modestie.

Post-scriptum : Les Anglais, les Australiens et les Canadiens ont déjà mis en service un site de la commémoration de 1914. Nous sommes en retard. Il est essentiel de mettre en place rapidement un site internet de très haut niveau.

Antoine Prost